



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Arrêté préfectoral complémentaire n° 2025-2534 du 19 décembre 2025

**actant les modifications
du parc éolien exploité par la société SAS Parc Éolien de la Voie Sacrée
sur le territoire des communes de COURCELLES-SUR-AIRE et d'ÉRIZE-LA-BRÛLÉE**

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'environnement ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 15 février 2023 portant nomination de M. Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2025-2057 du 10 octobre 2025 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

VU les permis de construire n° PC55.128.04.K0002, n° PC55.175.04.F0002, n° PC55.040.04.K0005 et n° PC55.442.04.F0002, délivrés à la société SAS Parc Éolien de la Voie Sacrée le 20 janvier 2005, pour l'exploitation d'un parc éolien, composé de 6 aérogénérateurs et de 2 poste de livraison, sur le territoire des communes de COURCELLES-SUR-AIRE et d'ÉRIIZE-LA-BRÛLÉE ;

VU le donné acte du 7 mars 2013, accordant le bénéfice de l'antériorité à la société SAS Parc Éolien de la Voie Sacrée pour le parc éolien qu'elle exploite sur le territoire des communes de COURCELLES-SUR-AIRE et d'ÉRIIZE-LA-BRÛLÉE ;

VU le porter à connaissance, en date du 3 octobre 2024, par lequel la société SAS Parc Éolien de la Voie Sacrée sollicite une modification de l'implantation, du gabarit et de la puissance des aérogénérateurs ;

VU les suivis de mortalité réalisés par l'exploitant en 2017 et en 2022 ;

VU l'avis favorable du ministère des Armées, en date du 14 octobre 2024 ;

VU l'avis favorable de la Direction Générale de l'Aviation Civile, en date du 30 septembre 2025 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Grand Est, référencé 588-EK/2025 en date du 29 octobre 2025 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur par lettre recommandée en date du 5 novembre 2025 ;

VU les observations sur ce projet d'arrêté présentées par la société Parc éolien de la Voie Sacrée SAS en date du 18 novembre 2025 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Grand Est, référencé EK/628-2025 en date du 8 décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que le déplacement des éoliennes du parc éolien de la société SAS Parc Éolien de la Voie Sacrée, situé sur le territoire des communes de COURCELLES-SUR-AIRE et d'ÉRIIZE-LA-BRÛLÉE, sera limité, et que l'incidence du changement de machines, en termes de dimensions et de puissance, sur le milieu physique (géologie, occupation des sols, hydrogéologie...), sur le paysage et sur le cadre de vie, est limité ;

CONSIDÉRANT que l'augmentation de la taille et du rotor des machines est susceptible de générer des dangers et inconvénients supplémentaires, notamment pour les chiroptères, compte tenu de leur activité locale ;

CONSIDÉRANT, toutefois, que ces dangers et inconvénients peuvent être prévenus par les prescriptions fixées dans le présent arrêté et par les dispositions mentionnées dans le dossier de demande de renouvellement ;

CONSIDÉRANT la mortalité des chiroptères au niveau des éoliennes R7, R8 et R9, mise en évidence par les suivis de mortalité réalisés par l'exploitant en 2017 et en 2022 ;

CONSIDÉRANT, par conséquent, qu'il convient de mettre en œuvre une mesure de réduction de l'impact en faveur des chiroptères pour les éoliennes R7, R8 et R9 ;

CONSIDÉRANT que le dossier de l'exploitant indique que la partie nord du site se caractérise par la présence de nombreux boisements ainsi que des éléments paysagers, tels que des alignements d'arbres, constituant des voies de circulation entre ces milieux ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble de ces éléments est susceptible d'être utilisé comme relais par les chiroptères pour se déplacer entre différents massifs, y compris en traversant de larges zones ouvertes ;

CONSIDÉRANT que l'éolienne R10 s'inscrit dans ce contexte global, marqué par une forte activité des chiroptères, comme le montrent les écoutes en hauteur menées par l'exploitant sur l'éolienne R8.

CONSIDÉRANT, par conséquent, qu'il convient également de mettre en œuvre une mesure de réduction de l'impact en faveur des chiroptères pour cette éolienne R10 ;

CONSIDÉRANT que l'éolienne R26 est située à moins de 100 m d'une haie et qu'il est admis qu'à cette distance, le risque de présence de chiroptères, et donc de collisions, est significativement accru ;

CONSIDÉRANT qu'il n'est pas possible de juger de l'activité des chiroptères au niveau de l'éolienne R26, car le dossier de l'exploitant mentionne qu'un incident a eu lieu durant les écoutes, ce qui pourrait avoir sous-estimé l'activité ;

CONSIDÉRANT, de plus, que ce risque de collision est augmenté par l'augmentation de la taille et du rotor des machines ;

CONSIDÉRANT, par conséquent, qu'il convient également de mettre en œuvre une mesure de réduction de l'impact en faveur des chiroptères pour cette éolienne R26 ;

CONSIDÉRANT le cas de mortalité de chiroptères, survenu début octobre, et mis en évidence lors du suivi environnementale de 2017 ;

CONSIDÉRANT, par conséquent, qu'il convient d'étendre cette mesure de réduction de l'impact jusqu'au 15 octobre pour couvrir la période à risque identifiée ;

CONSIDÉRANT que le dossier de l'exploitant met en évidence une activité des chiroptères tout au long de la nuit, du coucher au lever du soleil ;

CONSIDÉRANT que la mise en application des dispositions fixées dans le présent arrêté, et celles mentionnées dans le dossier de demande de renouvellement, permettent d'apprécier que les modifications projetées ne sont pas à considérer comme des modifications substantielles, au regard de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT la nécessité de mettre à jour le montant des garanties financières ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse,

A R R Ê T E

Article 1^{er}: Bénéficiaire et portée de l'arrêté

La société SAS Parc Éolien de la Voie Sacrée, dont le siège social est situé 16 boulevard Montmartre à PARIS (75009), est autorisée à poursuivre l'exploitation de son parc éolien « Voie Sacrée I », situé sur le territoire des communes de COURCELLES-SUR-AIRE et d'ÉRIIZE-LA-BRÛLÉE.

Les dispositions du donné acte susvisé et du présent arrêté sont applicables dès à présent, à l'exception des articles 2 et 3.

Trois mois avant la réalisation des travaux de renouvellement, l'exploitant en informe le Préfet et présente l'échéancier des travaux et des mesures mises en œuvre, conformément aux dispositions du présent arrêté.

Les dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté seront applicables à compter de la réception de l'information sur la réalisation des travaux de renouvellement, et sur la présentation de l'échéancier.

L'exploitant informera également, dans les mêmes formes, de la mise en exploitation des installations modifiées, au moins **un mois** avant la mise en service de celles-ci.

Le présent arrêté cesse de produire effet lorsque le projet de renouvellement n'a pas été mis en service dans un délai de 5 ans à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Ce délai de 5 ans peut être prorogé, dans la limite d'un délai total de 10 ans, incluant le délai initial de 5 ans, sur demande de l'exploitant, en l'absence de changement substantiel de circonstances de fait et de droit ayant fondé l'autorisation de renouvellement, lorsque, pour des raisons indépendantes de sa volonté, l'exploitant ne peut mettre en service son installation dans ce délai.

Article 2 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Désignation de l'installation	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent comprenant au moins un aérogénérateur dont la hauteur « mât + nacelle » est supérieure ou égale à 50 m	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'aérogénérateurs : 6 Hauteur du mat maxi : 91,5 m Puissance unitaire maxi : 4,2 MW Hauteur maximale bout de pale : 150 m Puissance totale installée max : 25,2 MW 	A

Article 3 : Coordonnées des 6 éoliennes renouvelées

Éolienne (R) ou poste de livraison (PDL)	Coordonnées Lambert 93		Coordonnées WGS84		Altitude au sol (m)
	X	Y	Latitude (Nord)	Longitude (Est)	
R7	861813	6873162	48°56'17.0106"	5°12'32.6416"	302
R8	862266	6873236	48°56'18.9942"	5°12'54.9954"	295
R9	862248	6872369	48°55'50.9542"	5°12'52.9164"	302
R10	862693	6872222	48°55'45.7925"	5°13'14.5693"	301
R26	866137	6864223	48°51'23.7672"	5°15'52.4426"	317
R27	866080	6863683	48°51'6.3446"	5°15'48.8876"	324
PDL1	861690	6873066	48°56'14.0150"	5°12'26.4679"	301
PDL2	861698	6873073	48°56'14.2343"	5°12'26.8704"	301
PDL3	866146	6863524	48°51'1.1376"	5°15'51.9005"	325
PDL4	866151	6863514	48°51'0.8093"	5°15'52.1316"	325

Article 4 : Conformité au dossier de demande de renouvellement

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, l'installation et ses annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Article 5 : Suivi environnemental

L'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs, dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation renouvelée, afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Ce premier suivi inclut un suivi de la mortalité réalisé aux pieds des éoliennes, couplé à un suivi d'activité en hauteur des chiroptères et à des suivis comportementaux et d'activité de l'avifaune couvrant un cycle biologique complet.

En cas d'impact avéré de son parc sur l'avifaune ou les chiroptères, l'exploitant met en œuvre les mesures correctives nécessaires et en informe l'inspection.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. **Il justifiera en particulier la période au cours de laquelle doivent être effectués le suivi de mortalité de l'avifaune et le suivi d'activité des chiroptères en hauteur en fonction des enjeux.**

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité", créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées, imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

Article 6 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux

L'exploitant est en mesure de justifier de la mise en œuvre effective de l'ensemble des mesures de réduction et de compensation, mentionnées dans son dossier de porter à connaissance du 3 octobre 2024, complétées par les mesures du présent article.

L'exploitant procède à l'arrêt des éoliennes R7, R8, R9, R10 et R26 :

- du 15 mai au 15 août, du coucher au lever du soleil, et entre 8 et 34 °C, pour des valeurs de vent inférieures à 4,5 m/s ;
- du 15 août au 15 octobre, du coucher au lever du soleil, et entre 8 et 34 °C, pour des valeurs de vent inférieures à 7 m/s.

Ce bridage pourra être levé en cas de fortes précipitations (>8 mm/h)

L'exploitant procède également à la mise en œuvre des mesures suivantes :

- un arrêt complet des machines lorsque ces dernières ne produisent pas d'électricité (cut-in speed : 3 m/s) ;
- les éclairages en pied de machines sont neutralisés la nuit afin d'éviter le dérangement des espèces nocturnes ;
- les éventuelles cavités au niveau des nacelles sont fermées pour éviter toute entrée de chiroptères ;
- les plateformes, abords et accès autour des éoliennes sont stabilisés et entretenus afin d'éviter toute pousse de végétation et attraction d'insectes.

Article 7 : Mesures relatives au bruit

Une campagne de mesures de vérification et de validation acoustique est réalisée dans les 6 mois suivant la mise en service du parc éolien renouvelé.

Cette campagne de mesures respecte les prescriptions définies à l'article 28 de l'arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Ce rapport est transmis à l'inspection des installations classées de la DREAL, sous un délai de 2 mois à partir de la fin de cette campagne de mesures, accompagné d'un plan d'action et de son échéancier, comprenant un nouveau contrôle acoustique, en cas de non-respect des valeurs limites applicables.

Article 8 : Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent article s'appliquent pour les activités visées à l'article 2.

Le montant initial des garanties financières s'élève à :

$$M = (75\,000 + 25\,000 \times (4,2-2)) \times 6 = \mathbf{780\,000 \text{ euros}}$$

Dès la première constitution des garanties financières, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans.

L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées.

L'actualisation des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document.

L'exploitant transmet au préfet de département un document pour attester de l'actualisation des garanties financières au moins trois mois avant la date d'échéance.

Article 9 : Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du préfet avant réalisation desdites modifications, selon les dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement.

Article 10 : Remise en état suite au démantèlement du parc actuellement en fonctionnement

Les opérations de démantèlement et de remise en état du parc actuellement en fonctionnement sont conformes à l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

Le démantèlement du parc actuellement en fonctionnement intervient au plus tard 1 an après la mise en service du nouveau parc.

Article 11 : Dispositions particulières à la sécurité aéronautique

Les éoliennes devront être équipées d'un balisage diurne et nocturne réglementaire, en application de l'arrêté de référence en vigueur au moment de la réalisation du parc.

Le guichet DGAC devra être informé de la date du levage des éoliennes dans un délai de 3 semaines avant le début des travaux pour la publication NOTAM (par courriel à : snia-urba-lyon-bf@aviation-civile.gouv.fr).

Dans le cas d'utilisation d'engins de levage d'une hauteur supérieure à 80 mètres nécessaire à la réalisation des travaux, il sera impératif de prévoir un balisage diurne et nocturne réglementaire (en application de l'arrêté du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne et ses arrêtés modificatifs).

L'exploitant est tenu de faire connaître à la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord de Cinq-Mars-La-Pile, ainsi qu'à la direction régionale Centre et Est du service national d'ingénierie aéroportuaire de la DGAC :

- les différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnelle du parc éolien (déclaration d'ouverture et déclaration de fin de chantier) ;
- pour chacune des éoliennes : les positions géographiques exactes en coordonnées WGS84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF² du point d'implantation, ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises).

Se soustraire à ces obligations de communication pourrait entraîner la responsabilité du demandeur en cas de collision d'un aéronef avec l'éolienne.

Article 12 : Voies et délais de recours

Le pétitionnaire peut saisir le préfet de département d'un recours gracieux. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du préfet de département vaut rejet implicite du recours gracieux.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, il peut être déféré devant la Cour administrative d'appel de Nancy – 6 rue du Haut Bourgeois – CS 50 015 – 54 035 NANCY Cedex 5 – dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du Code de l'environnement :

La Cour administrative d'appel peut être saisie par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr :

1°) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée

2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R.181-5 du Code de l'environnement, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L.411-6 et L.122-1 du Code des relations entre le public et l'administration.

Article 13 : Obligation de notification de recours

Conformément aux dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 14 : Information des tiers

Une copie de la présente décision sera déposée en mairies de COURCELLES-SUR-AIRE et d'ÉRIZE-LA-BRÛLÉE pour mise à disposition du public.

Un extrait de cet arrêté sera publié, par voie d'affichage ou par tous autres moyens en usage, en mairies de COURCELLES-SUR-AIRE et d'ÉRIZE-LA-BRÛLÉE pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de chaque commune.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 15 : Exécution

- Le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse,
- l'Inspecteur des installations classées (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est – UD 54/55 – Division Meuse),
- les Maires des communes de COURCELLES-SUR-AIRE et d'ÉRIZE-LA-BRÛLÉE.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

*** à titre de notification à :**

- M. Laurent KIENTZEL, représentant la société SAS Parc Éolien de la Voie Sacrée,

*** à titre d'information à :**

- M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de COMMERCY
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Grand Est,
- M. le Directeur Départemental des Territoires – service environnement

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la préfecture

Christian ROBBE-GRILLET